

Hausse légère de l'emploi au deuxième trimestre

Au 2^e trimestre 2018, 92 880 salariés sont déclarés par leurs employeurs, soit une légère hausse de +0,2 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières (CVS), faisant suite à un premier trimestre stable.

L'emploi dans le secteur public progresse de +0,8 % après deux trimestres consécutifs de baisse (-0,2 % au 1^{er} trimestre 2018 et -0,3 % au dernier trimestre 2017). L'emploi dans le secteur privé se maintient, pour le deuxième trimestre consécutif, au niveau enregistré en fin d'année 2017.

Néanmoins ce trimestre est marqué par une reprise des licenciements économiques, avec une hausse de +45 % du nombre de salariés concernés et de +17 % du nombre d'entreprises impliquées.

L'emploi salarié reste néanmoins légèrement en retrait par rapport au point haut enregistré au second trimestre 2017. Dans le secteur privé 330 emplois n'ont pas été reconduits, mais cette baisse est partiellement compensée par une hausse de 170 salariés dans le secteur public depuis le 2^e trimestre 2017.

L'emploi dans le secteur privé se stabilise

Le **secteur privé** emploie 65 930 salariés au 2^e trimestre 2018. La stabilisation enregistrée au premier trimestre (+0,1 %) se confirme avec un second trimestre à 0,0 %. L'emploi dans le secteur privé, en nette diminution depuis 2015, oscille depuis le début d'année 2017 autour du niveau moyen enregistré en 2014. Cette stabilité de l'emploi dans le secteur privé depuis le début de l'année masque néanmoins des hausses respectives de +0,6 % et +0,4 % du nombre d'emplois dans les secteurs du commerce et de l'industrie ce trimestre, compensées par une baisse de 1,8 % dans celui de la construction, qui continue de perdre des emplois. L'emploi salarié est stable dans l'important secteur des services, ainsi que dans celui de l'agriculture.

En glissement annuel, l'emploi salarié privé reste en repli de -0,5 %. Les secteurs de la construction (-4,0 %) et de l'agriculture (-2,9 %) tirent l'évolution de l'emploi à la baisse, alors que les secteurs de l'industrie (+0,2 %) et du commerce (+2,0 %) recrutent.

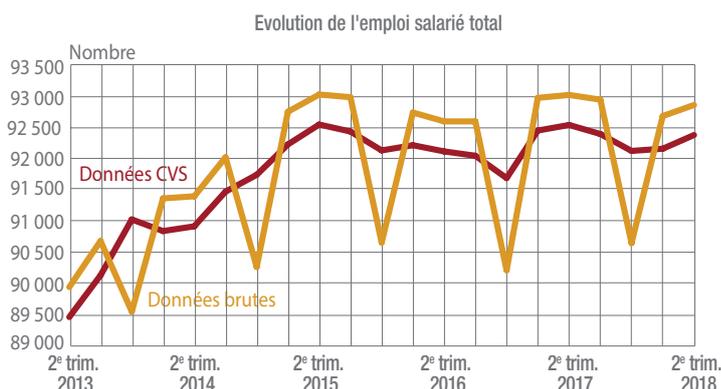
L'emploi dans le secteur des services ralentit comparativement au pic enregistré en 2017, mais se stabilise à un niveau élevé.

Le recours au chômage partiel est plus important ce trimestre, on note un nombre d'heures indemnisées presque 3 fois plus important qu'au premier trimestre. Néanmoins, en glissement annuel, ce chiffre reste 39 % en deçà du niveau atteint l'année dernière. La mesure de déplaçonnement des heures indemnisables (doublant le seuil limite de 900 heures) prise dans le cadre du plan PULSE qui devait prendre fin au 31 décembre 2017 a été prolongée en 2018.

L'emploi se stabilise dans le privé mais repart dans le public.

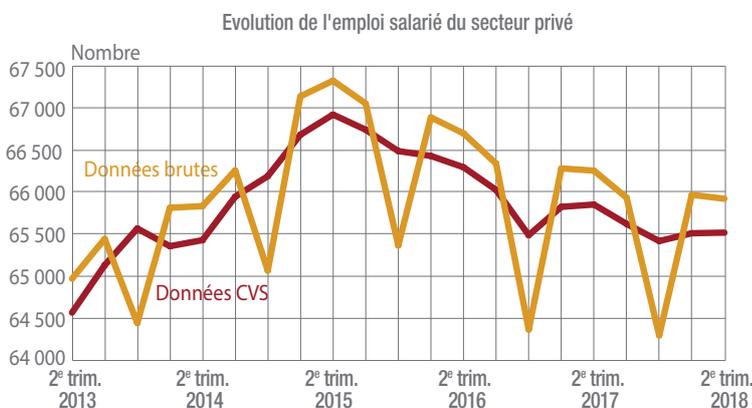
Le nombre de personnes indemnisées au titre du chômage total augmente aussi ce trimestre de +3,9 %. La tendance à la baisse observée depuis le 2^e trimestre 2017 s'est inversée en début d'année mais le niveau atteint au second trimestre de cette année ne dépasse pas celui de l'année dernière à la même période.

● L'emploi salarié en légère progression



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

● L'emploi du secteur privé se stabilise



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires



La diminution du nombre d'emplois se poursuit dans le secteur de la construction

Le secteur de la **construction** déclare 6 770 emplois ce trimestre, soit une diminution de -1,8 % par rapport au trimestre précédent (données CVS).

Le nombre de licenciements économiques augmente avec près de 20 salariés concernés ce trimestre alors qu'il était quasi-nul au premier trimestre.

Malgré un léger regain éphémère au dernier trimestre 2017, ce secteur continue de perdre des emplois, avec au total une perte nette de 280 emplois sur un an.

Ce sont principalement les activités de travaux de terrassement courants, de peinture et vitrerie, de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment qui sont touchées par cette diminution du nombre de salariés.

L'emploi se stabilise ce trimestre dans les secteurs de l'agriculture et des services

Le secteur de l'**agriculture** emploie 1 710 salariés au 2^e trimestre 2018, soit un niveau stable par rapport au trimestre précédent (0,0 % en CVS). Néanmoins, ce secteur enregistre une perte de 50 emplois en glissement annuel.

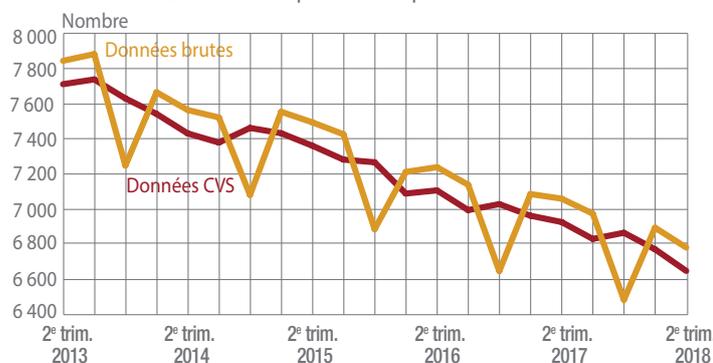
Le nombre de salariés diminue dans l'aquaculture et l'élevage de bovins allaitants, mais des embauches en grandes cultures et exploitations forestières atténuent ces pertes.

Le secteur des **services hors commerce** emploie 33 050 salariés, soit un niveau qui s'est stabilisé depuis le début de l'année (+0,1 % au premier trimestre et 0,0 % au second). La diminution du nombre de salariés employés pour des services aux ménages atteint -1,9 %, et dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques l'emploi recule aussi de -1,0 %. A l'inverse, les effectifs du secteur de l'hébergement et de la restauration augmentent ce trimestre de +2,5 %.

Après le pic enregistré au second trimestre 2017, 240 emplois créés dans le secteur des services ne sont pas reconduits un an plus tard, ce qui occasionne une diminution de -0,7 %. Cependant l'emploi du secteur semble s'être stabilisé à un niveau supérieur à celui des années 2015 et 2016 au

● La baisse se poursuit dans la construction

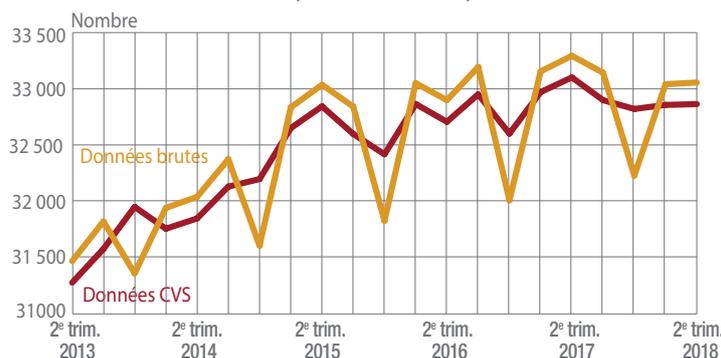
Evolution de l'emploi du secteur privé de la construction



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

● L'emploi se stabilise dans les services

Evolution de l'emploi salarié du secteur privé des services



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

cours desquelles il avait connu un véritable essor. Les activités des ménages en tant qu'employeur et de transports et d'entrepôt sont les plus touchées par les pertes d'emploi entre le début de l'année 2017 et 2018.

L'emploi reste bien orienté dans les secteurs de l'industrie et du commerce

Le secteur de l'**industrie** compte 13 920 salariés à la fin du 2^e trimestre 2018, soit une augmentation de +0,4 % par rapport au trimestre précédent (données CVS), qui fait suite à une première hausse de +0,8 % au 1^{er} trimestre 2018. L'industrie manufacturière perd des emplois ce trimestre (-0,3 %). Mais cette perte est compensée par l'augmentation de +2,6 % du nombre de salariés dans les activités de l'industrie extractive et de +5,3 % dans la production et distribution d'eau.

En glissement annuel, la tendance à la baisse s'interrompt pour la première fois depuis 2015, avec une hausse de +0,2 % des salariés du secteur de l'industrie, malgré le point bas enregistré en fin d'année. Seul l'emploi dans l'industrie manufacturière continue à se contracter de 0,4 % ce trimestre, mais à un rythme plus faible qu'en fin d'année 2017 (-2,4 % au quatrième trimestre).

Le secteur du **commerce** emploie 10 440 salariés au 2^e trimestre 2018, soit une progression de +0,6 % en données CVS par rapport au trimestre précédent, qui était lui-même en hausse de +1,6 %. Cette hausse est principalement portée par l'activité des hypermarchés.

En glissement annuel, ce secteur continue sa progression et enregistre une hausse de +2,0 % avec 200 emplois créés sur un an.



L'emploi dans le secteur public progresse à nouveau

Le secteur public enregistre 26 950 salariés ce trimestre, soit une progression de +0,8 % par rapport au trimestre précédent en données CVS. Les effectifs de contractuels sont en hausse de +1,3 %, ceux des fonctionnaires d'Etat de +0,2 % et ceux des fonctionnaires territoriaux de +0,8 %. Sur un an ce secteur enregistre une hausse de 170 salariés soit une progression de +0,6 %.

Le marché du travail reste tendu

Ce trimestre les services de placement ont dénombré en moyenne 7 650 demandeurs d'emploi chaque fin de mois et 450 nouvelles inscriptions par mois, soit des baisses respectives de -1,3 % et -5,6 % en données CVS par rapport au trimestre précédent.

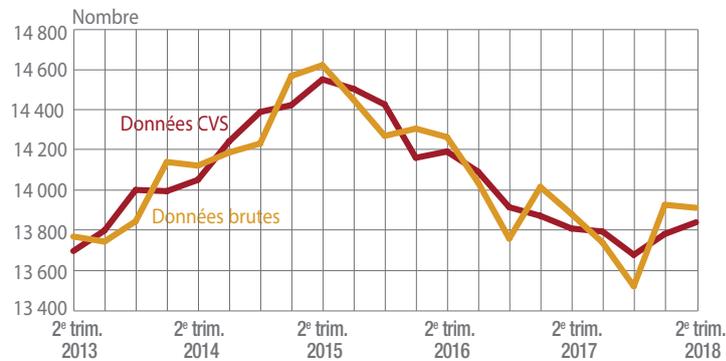
Cette diminution de la demande d'emploi s'accompagne d'une hausse du stock d'offres d'emploi actives en fin de mois (+17,4 %), malgré une légère baisse du nombre de nouvelles offres déposées (-0,2 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi reste néanmoins en hausse de +7,2 % et les nouveaux inscrits de +4,6 %.



L'emploi repart dans l'industrie

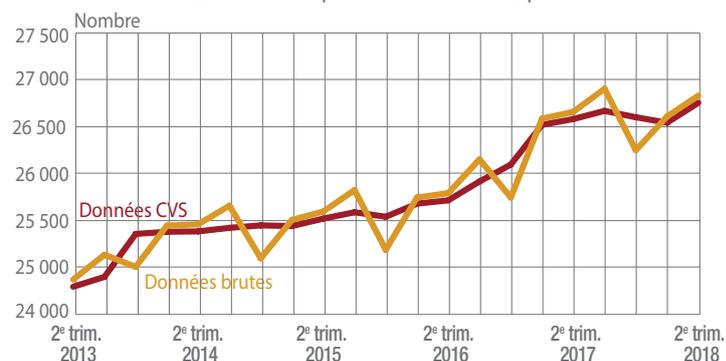
Evolution de l'emploi salarié du secteur privé industriel



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

L'emploi du secteur public reprend sa progression

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur public



Sources : CAFAT - ISEE - Données provisoires

Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié progresse entre le premier et le troisième trimestre de l'année, pour décliner au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises ou la demande d'emploi, dont les niveaux sont toujours plus élevés au premier trimestre qu'au cours des trimestres suivants. A partir de 2018, l'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles. Pour les indicateurs qui ne font pas l'objet d'une saisonnalité marquée, les évolutions trimestrielles sont calculées à partir des données brutes.

Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de trois mois nécessaire pour s'assurer de la quasi-exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore intervenir après ce délai. Aussi, d'une publication à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés pour tenir compte de ces ajustements.

Parallèlement, l'utilisation de sources administratives dont les modalités de gestion évoluent, justifie d'opérer des régularisations à intervalles réguliers, afin de réconcilier l'ensemble des données émanant de sources hétérogènes. La chaîne de traitement statistique fait ainsi l'objet d'une expertise annuelle visant à consolider la base des données constituée. Le cas échéant, les données relatives à l'emploi salarié peuvent être rétro-polées sur une longue période.

Début 2018, l'historique complet de ces données a ainsi été recalculé. Par la suite, les révisions éventuelles ne porteront que sur les cinq dernières années.



● Emploi salarié au 2^e trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Effectif employeurs	-2,8	-6,0	11 704
Effectifs salariés total (a)	0,2	-0,2	92 883
dont secteur privé	0,0	-0,5	65 933
dont secteur public	0,8	0,6	26 950
Détail par sous secteurs du privé			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	-2,9	1 713
Industrie	0,4	0,2	13 922
Industries extractives	2,6	0,6	1 771
Industries manufacturières et extractives (b)	-0,3	-0,4	10 514
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,7	0,1	766
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	5,3	7,2	872
Construction (b)	-1,8	-4,0	6 769
Commerce	0,6	2,0	10 437
Services	0,0	-0,7	33 054
Transports et entreposage	-0,3	-2,8	4 105
Hébergement et restauration	2,5	4,4	4 702
Information et communication	-0,5	0,1	1 098
Activités financières et d'assurance	-0,6	1,4	2 522
Activités immobilières	-0,7	-0,6	697
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1,0	-3,8	2 295
Activités de services administratifs et de soutien	0,1	-1,8	5 483
Administration publique	-1,1	0,3	898
Enseignement	-0,5	-2,7	2 739
Santé humaine et action sociale	0,7	4,3	3 350
Arts, spectacles et activités récréatives	-0,5	-2,4	719
Autres activités de services	-0,1	-2,9	1 784
Services domestiques	-1,9	-5,7	2 635
Activités extra-territoriales	6,3	7,8	28
Indéterminés (c)	///	///	39
Démographie d'entreprises			
Créations (cumul du trimestre)	11,4	1,0	1 065
Cessations (cumul du trimestre)	21,8	29,6	908
Demande d'emploi			
Demandeurs en fin de mois (DEFM) (moyenne du trimestre)	-1,3	7,2	7 652
1 ^{res} inscriptions au cours du mois (moyenne du trimestre)	-5,6	4,6	452

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS). Unité : nombre sauf mention contraire

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi. (b) Les effectifs de KNS SAS immatriculés au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière.

(c) La catégorie indéterminés correspond à des salariés déclarés par un employeur dont le siège est situé hors territoire et qui n'a pas d'établissement localement.

Sources : CAFAT - ISEE, données provisoires, IDCNC corrections CVS par ISEE

● Autres chiffres clés de l'emploi au 2^e trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés	45,5	-17,9	32
Entreprises concernées	16,7	27,3	14
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	177,2	-38,6	22 823
Chômage total (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	3,9	0,7	2 332
Jours indemnisés	3,7	-0,9	67 017
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	11,8	8,6	718
Entreprises utilisatrices	-1,9	-1,1	392
Offre d'emploi (nombre mensuel moyen)			
Offre d'emploi en fin de mois (OEFM)	17,4	1,5	1 809
Nouvelles offres déposées dans le mois (NOE)	-0,2	28,6	678
Moral des entreprises (donnée trimestrielle)			
Indicateur de climat des affaires			nd

* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.

Sources : DTE, CAFAT, IDCNC, IEOM

Unité : nombre sauf mention contraire

